

<b>1965</b>	<b>Source :</b> <b><i>La Gauche</i> N° 32 – 4/9/1965</b>
-------------	---

## **LE PARTI OUVRIER BELGE (EN 1911) VU PAR DE MAN ET DE BROUCKÈRE**

**Marcel Liebman**

Dans son numéro du 21 août dernier, *La Gauche* signalait la publication d'une étude sur *Le mouvement ouvrier en Belgique* que rédigèrent, peu avant la première guerre mondiale, Henri De Man et Louis de Brouckère. Notre collaborateur disait le mérite de la « Fondation Joseph Jacquemotte » qui prit l'initiative de cette publication.<sup>1</sup> Ce mérite est incontestable et d'autant plus grand que le texte même de l'étude est accompagné d'une introduction historique et de notes explicatives qui témoignent tout à la fois d'une compréhension d'ensemble de l'époque et d'une objectivité qu'il serait injuste de ne pas relever. Il ne fait guère de doute que pour les historiens communistes qui ont collaboré à ce travail, la déstalinisation n'est pas un mot vide de sens, ni un slogan creux. On mesurera la distance qui sépare ces chercheurs des historiens du Parti Communiste français en parcourant le « Manuel » que vient d'éditer ce dernier et qui, selon la bonne vieille méthode, n'est que plaidoyer maladroit, omissions volontaires et déformations systématiques. On ne peut que se réjouir de ce que la Fondation Joseph Jacquemotte tourne le dos à de tels procédés.

*DE MAN : A LA REMORQUE DES COOPERATIVES*

Ceci dit, venons-en à l'étude de De Man et de Brouckère. Elle

---

<sup>1</sup> Henri De Man et Louis de Brouckère, *Le mouvement ouvrier en Belgique (1911)*, présenté par Maxime Steinberg, Bruxelles, Fondation Joseph Jacquemotte, 1965.

parut, en mars 1911, dans un cahier supplémentaire de la *Neue Zeit* la revue théorique que publiait, sous la direction de Karl Kautsky - le Kautsky de la belle époque - le Parti social-démocrate allemand. La *Neue Zeit* faisait autorité dans tous les milieux socialistes européens et les contributions de De Man et de de Brouckère se révélèrent dignes de l'organe qui les diffusa. Pourtant, les deux articles qu'ils écrivirent en cette circonstance ne furent jamais traduits en français et tout fut fait pour empêcher les militants du Parti Ouvrier Belge d'en prendre connaissance. Dans sa correspondance avec Kautsky - qui se trouve à l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam - De Man se plaint de ce que toutes les imprimeries liées au Parti refusent le manuscrit des auteurs, et ce malgré les hautes fonctions qu'ils occupaient, lui et de Brouckère, au sein du P. O. B. L'analyse des deux articles explique, sans naturellement le justifier, l'ukase de la bureaucratie socialiste de l'époque, frappant, en la personne de De Man, le Secrétaire permanent de la Centrale d'Education Ouvrière, et en celle de de Brouckère, un membre du Conseil Général qui avait été, jusque peu auparavant, directeur politique du journal *Le Peuple*.

Nos deux auteurs s'étaient partagé la besogne : De Man, dans une tentative de synthèse brillante, pleine d'intérêt, encore qu'imparfaite, s'employait à découvrir les origines historiques des défauts qu'il signalait dans la nature et la structuration du Parti Ouvrier Belge. Ces défauts étaient principalement un particularisme étroit et une absence de formation idéologique et de culture politique. Or, cette dernière caractéristique s'avérait particulièrement funeste à l'époque où De Man et de Brouckère écrivirent leur brochure : les deux auteurs s'accordaient, en effet, pour dénoncer le réformisme croissant qui affaiblit le Parti depuis le début du siècle et qui contraste avec la période de radicalisme dynamique et d'intransigeance efficace qui l'avait précédée. Mais, comme le note plus loin Louis de Brouckère, « nos troupes s'étaient... spontanément rassemblées sans règle d'organisation méthodique et sans plan d'ensemble » et lorsque la résistance de la bourgeoisie aux progrès du mouvement ouvrier se raidit, l'instinct de classe de notre prolétariat ne suffit pas à pallier les déficiences d'une insuffisante conscience et d'une organisation affaiblie par l'esprit de clocher.

Après avoir lié ce double phénomène à ce qu'il appelle « l'énigme belge » (un pays hautement industrialisé, mais politiquement dirigé par un parti clérical étroitement lié aux milieux agricoles, un pays capitaliste très

avancé où de véritables syndicats commencent à peine à s'organiser, etc...), Henri De Man s'intéressait particulièrement au rôle que jouent les coopératives dans le mouvement socialiste belge. On sait qu'à l'époque, le P.O.B. était une fédération groupant des Ligues Ouvrières (c'était la composante politique du Parti), des syndicats, des mutualités, des coopératives, ainsi que des organisations de caractère composite (sociétés de gymnastique, groupements culturels, cercles d'éducation, etc...). Or, de cet ensemble assez hétéroclite, les coopératives formaient « la base matérielle ». « Avec leurs Maisons du Peuple », notait De Man, « les coopératives sont partout l'épine dorsale financière et organisationnelle du Parti ». Et il ajoutait que « le mouvement coopératif a, pour ainsi dire, étouffé les autres formes d'organisation ouvrière » ; il a « pris en remorque les syndicats et les organisations politiques ».

Dans ces conditions, il était important d'étudier la nature et le fonctionnement de ces coopératives. C'est ce que fit, en effet, De Man, en s'arrêtant surtout au cas du « Vooruit », la puissante et célèbre institution gantoise que dirigeait Edouard Anseele. Pour inquiétante que soit cette description, elle n'en paraît pas moins réaliste et il semble aussi que le cas de « Vooruit » n'avait rien d'exceptionnel puisque, de son côté, Louis de Brouckère, esprit pondéré et même souvent bienveillant, déclarait que les coopératives du P.O.B. « ont fini par imiter tous les procédés des entreprises commerciales ordinaires ».

De Man décrivait donc les méthodes en vigueur à la coopérative « Vooruit » et qui n'avaient plus grand-chose en commun ni avec les principes coopératifs, ni avec les exigences élémentaires de la propagande socialiste. Cela prenait tantôt la forme d'une aide matérielle à de petits paysans auxquels on dissimulait le caractère politique de l'organisme financeur ; tantôt celle de création d'entreprises industrielles prenant la forme de sociétés anonymes. L'une d'entre elles, précise De Man « a souscrit un emprunt public d'un million de francs, le banquier qui négocia l'emprunt siège aujourd'hui au conseil de gestion de la société. Comme cette coopérative reste affiliée au Parti et comme la détention d'une action donne droit à l'affiliation au Parti, on peut à présent, même à la Bourse, devenir membre du Parti Ouvrier : il suffit d'acheter une action de cette entreprise socialiste ».

Que cette commercialisation nuisit à l'œuvre éducative, voilà qui était évident et De Man en fournissait nombre de preuves. dont certaines

ne manquent pas de pittoresque<sup>2</sup>. Qu'elle affectât et dénaturât progressivement le caractère socialiste du Parti Ouvrier, voilà qui n'est guère moins compréhensible. Et De Man de critiquer, en terminant, le degré d'inorganisation et de particularisme des syndicats belges contre lesquels la « Commission Syndicale » du P.O.B. commençait seulement à lutter.

*de BROUCKÈRE : A LA REMORQUE DES LIBÉRAUX*

L'article de Louis de Brouckère commençait par confirmer, en une série de matières, les points de vue de De Man. Il insistait cependant davantage sur le phénomène d'apolitisme qui caractérisait l'ensemble de la structure du P.O.B., de telle sorte que « la grande majorité de nos membres n'a pas une seule fois l'occasion dans l'année d'assister à une assemblée du Parti, au cours de laquelle une question politique importante soit débattue ». Les chiffres qu'il citait, dans un numéro postérieur de la *Neue Zeit* se passent d'ailleurs de commentaire : sur les 180.628 affiliés que comptait à l'époque le Parti, 9.500 à peine étaient membres d'une organisation politique.

Mais l'intérêt principal de la contribution de de Brouckère réside dans son analyse précise de l'évolution politique suivie par le socialisme belge dans la première décennie de ce siècle. Cette évolution se constatait, de manière significative, dans l'enceinte parlementaire : les députés socialistes n'y « formulent ou n' (y) défendent tout au moins que des propositions "raisonnables" afin de ne pas effrayer les représentants de la bourgeoisie », alors que dans les premières années qui avaient suivi leur entrée au Parlement, ils avaient fait montre d'un esprit de classe, et donc d'opposition, remarquable.

Un changement du même ordre se produisait dans l'attitude du Parti, ou plutôt de ses dirigeants, à l'égard de la monarchie. Quelques faits en témoignent, telle que l'organisation, par la section gantoise du P.O.B. d'un voyage à Bruxelles, à l'occasion des funérailles de Léopold II, la

---

<sup>2</sup> Voici, par exemple, le programme cinématographique hebdomadaire offert par VOORUIT à son public: 1. *Un Bébé qui vous met dans l'embarras*; 2. *Le Chapeau de ma Femme*; 3. *Le Crime d'un Fils* ; 4. *Les Bottes*; 5. *Les deux Mères*; 6. *Le Premier Vélo de Robinet*; 7. *Le Fils indigne*; 8. *Le Gang*; 9. *Un Brave Cœur*; 10. *Don Juan*; 11. *Un quart d'heure difficile*. Ne dirait-on pas - géniale prédiction - le sommaire d'un numéro de *Germinal*, organe officiel du P.S.B. ? ...

coopérative «Vooruit» ayant donné congé à son personnel désireux de participer à cette manifestation. En témoignent également, certaines déclarations non ambiguës de personnalités dirigeantes du Parti. Contentons-nous de citer cette phrase de Vandervelde, dans *Le Peuple*, lors de la prestation de serment d'Albert I<sup>er</sup> : « devant cette petite reine en cheveux que ses enfants accompagnaient, les plus nobles républicains, un instant conquis par le prestige de la jeunesse et de la grâce, se levèrent et s'inclinèrent respectueusement ». Attendrissant et significatif.

Tout cela n'était, selon de Brouckère, que des signes du « progressif accommodement du socialisme avec les institutions bourgeoises ». Mais cette intégration affectait principalement le domaine des relations avec le Parti libéral. L'opposition au pouvoir prolongé des catholiques était à l'origine de formes de plus en plus nombreuses et pernicieuses d'action commune : « Des actions communes furent mises sur pied, le gouvernement eut à subir des assauts communs. On s'est, ensuite, organisé pour soutenir les mêmes propositions... On se soutient mutuellement dans les discussions, on vote ensemble. Il naît progressivement une communauté de préoccupations, de buts, d'intérêts... Les socialistes n'ont certes pas abandonné leur propre conviction. Ils se contentent d'en parler moins, c'est-à-dire dans les grandes circonstances seulement, et même alors, d'une manière abstraite, comme s'il s'agissait de choses qui n'auront un intérêt pratique que plus tard, dans un avenir indéterminé et lointain. »

De plus en plus, au surplus, libéraux et socialistes se rencontraient, fraternellement unis, au sein des loges et des groupements de « libre pensée », leur refus du cléricisme faisant passer à l'arrière-plan, loin à l'arrière-plan, des divergences, telles les oppositions de classes, que l'on considérait comme accessoires et gênantes. L'heure était donc aux grandes effusions et, du côté libéral, on répondait à la courtoisie respectable des chefs socialistes par des politesses symétriques : « on loue leur sens politique, leurs qualités d'hommes d'Etat ».

Toute cette politique culminait dans un projet de coalition gouvernementale entre libéraux et socialistes, dans l'hypothèse d'un renversement de la majorité catholique. La chose paraît banale aujourd'hui ; elle l'était beaucoup moins avant 1914, alors que la II<sup>e</sup> Internationale condamnait le « ministérialisme » et que le Suffrage

universel pur et simple n'était pas encore instauré dans notre pays. Il est vrai que la direction du P.O.B. qui, dans sa grande majorité était favorable à une telle coalition, promettait que sa réalisation permettrait la conquête du S.U. Mais de Brouckère montrait, dans sa brochure, ce que cette promesse avait de fallacieux, étant donné que la majorité des deux tiers indispensable à une révision de la Constitution ne serait pas atteinte par le bloc anticlérical et que les catholiques conserveraient d'ailleurs leur domination au Sénat.

Et de Brouckère de conclure ainsi le tableau qu'il dressait du mouvement socialiste belge au début de ce siècle: « la résistance de la bourgeoisie, ainsi que la durée et les difficultés du combat... nous amenèrent à METTRE CE RÉVISIONNISME (de Bernstein) EN PRATIQUE. Le mouvement ouvrier adopta un matérialisme mesquin, il ne chercha partout qu'à réaliser de petits profits, de petites réformes, de petits avantages dans le cadre du milieu bourgeois. Au lieu de transformer le monde à son image, il se transforma lui-même à l'image du monde capitaliste. Ses coopératives devinrent des organisations d'épiciers, sa politique se mit à l'école des partis bourgeois ». Et tout cela pour un profit dérisoire. Et encore... La stagnation du socialisme de 1900 à 1914 indiquait suffisamment que cette politique qui n'avait d'autre ambition que le « réalisme », s'avérait pitoyablement inefficace sur le plan des réalisations concrètes.

#### *LA RÉPLIQUE BUREAUCRATIQUE*

Dans son numéro du 27 juillet 1965, *Le Peuple* commentait la parution de la brochure de De Man et de Brouckère. Sans rien dire du contenu de l'étude - pourquoi rompre, à cet égard, un silence de plus d'un demi-siècle ? - le rédacteur de l'organe du P.S.B. affirmait que les « luttes de tendance » telles que les révélaient nos deux auteurs, « se livraient dans un esprit de camaraderie et de respect mutuel ». Ah, la belle époque ! Ah, la franche camaraderie, les belles joutes loyales « si différentes », selon le collaborateur du *Peuple*, des « luttes de tendances présentes » !

L'image suggérée est attendrissante à souhait. Elle n'est malheureusement pas conforme à la réalité. Il est vrai que De Man avait déclaré que son « acharnement n'est pas dirigé contre des personnes

mais seulement contre les faits » et que « nos divergences d'opinions, si grandes fussent-elles, ne nous empêchent pas de nous comporter les uns envers les autres en camarades..., voire comme de bons amis ». Naïf ou habile, cet espoir s'avéra en tous cas entièrement illusoire.

Emile Vandervelde, lui, se contenta d'envoyer une réplique à la *Neue Zeit* ou, profitant du jeune âge de De Man, il s'en prenait surtout à lui : « pendant qu'il écrivait, d'autres agissaient », affirmait le leader du P.O.B. qui, personnellement, ne s'était pourtant jamais privé du plaisir d'écrire. Sur le fond des problèmes, il était bien en peine d'apporter une contre-argumentation convaincante aux thèses d'aussi notoires compétences.

Mais c'est surtout d'Edouard Anseele et de l'aile ultra-réformiste du P.O.B. que vient la réplique. Non pas sous la forme d'une controverse théorique vers laquelle leur pragmatisme étroit ne les portait guère. Mais davantage par le recours à des méthodes d'invectives et de répression bureaucratiques plus conformes à leur étroitesse d'esprit et à leur tempérament autoritaire.

Nous l'avons dit, on fit tout pour empêcher la traduction française de la brochure et la diffusion des idées chères à ces opposants loyaux. Mais on ne s'arrêta pas là. En janvier 1912, un député catholique ayant, par une interprétation abusive, voulu utiliser des faits avancés par De Man pour attaquer les coopératives socialistes, Edouard Anseele dénonça dans l'enceinte parlementaire « ces intellectuels qui comme De Man ont trahi leur Parti ». En même temps, le journal *Vooruit* déclenchait contre lui une série d'attaques au sujet desquelles, le secrétaire permanent de la Centrale d'Education Ouvrière disait, dans une lettre adressée à Kautsky : « Cette campagne... est à ce point dénuée de scrupules qu'on en imagine à peine une semblable dans un pays civilisé ». De Man demanda la constitution d'un jury d'honneur. On le lui refusa. Il envoya des droits de réponse au journal socialiste gantois qui l'invectivait. On ne les publia pas. Par contre, Anseele réclama de la direction du Parti qu'on retirât à son jeune « camarade » les fonctions éducatives qu'on lui avait confiées. Et, mettant personnellement la main à la pâte dans le royaume qu'il contrôlait, il renvoya deux rédacteurs de *Vooruit* accusés de se livrer à des « excitations marxistes ».

L'affaire eut son épilogue devant le Conseil Général du P.O.B. qui lui consacra plusieurs séances orageuses. Toute la discussion porta sur

un point de détail, de telle sorte que, politiquement, on évita un débat sur le fond et on s'arrangea pour noyer le poisson. L'ordre du jour voté le 28 février 1912 mentionnait qu'« en présence des explications de De Man, (le citoyen Anseele) ne maintient pas les appréciations qu'il a formulées à la Chambre ». Sur cette ultime manifestation d'indulgence et de camaraderie, on clôtura le débat et on maintint l'étude de de Brouckère et De Man dans d'avantageuses oubliettes. Lorsque, quelques dizaines d'années plus tard, la Fondation Louis de Brouckère entreprit la publication, en quatre gros volumes, des *Œuvres Choisies* du théoricien socialiste belge, elle eut la prudence de passer sous silence l'article de 1911, pourtant indispensable à la connaissance et de Louis de Brouckère et de notre mouvement ouvrier. Sans doute, la carrière de De Man, abandonnant d'abord le marxisme pour sombrer plus tard dans le « socialisme national » et dans la collaboration avec les nazis, sans doute cette carrière permet-elle d'écartier, un peu facilement, les critiques contre le révisionnisme pratique (mais inefficace) de la social-démocratie belge. Mais le prestige de de Brouckère, « éducateur de la classe ouvrière », selon l'affirmation légèrement dithyrambique de ses laudateurs socialistes officiels, son prestige dans les rangs du P.S.B. rendait plus gênantes des observations vieilles de plus de cinquante ans, mais plus actuelles que jamais.

\*

\*\*

Ces textes enfin déterrés permettent de mesurer avec plus de justesse l'ampleur d'une faillite et la dimension d'une tâche de redressement. La faillite d'une direction socialiste toujours prête à fléchir devant l'adversaire et à sévir devant la critique. La tâche de la percée socialiste, ardue, ingrate et rebutante, mais sans laquelle le socialisme belge ne sortira pas de l'ornière. Sans laquelle le capitalisme ne trouvera en face de lui qu'incohérence, hésitations et impuissance.